

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Tous à la fête de la
rencontre français-immigrés

Les 10 et 11 juin à partir de 14H

Centre culturel de Chelles

Pièce des martyrs de Chateaubriant

Organisée par le Comité de coordination des foyers
Sonacotra, le comité des locataires de la cité Logi-
rep' des Coudreaux, le centre socio-éducatif LPS, le
centre l'action culturelle de Chelles.

Dans notre édition datée du samedi,

4 Pages «spécial-Renault»

Editorial

Le droit fondamental du peuple corse

Nous avons dès le lendemain des événements d'Aléria qui opposèrent des patriotes corses à la police française apporté notre soutien à la lutte du peuple corse.

Aujourd'hui encore, nous proclamons fermement notre soutien aux patriotes corses emprisonnés, nous appelons le peuple de France à dénoncer la campagne d'arrestations, de perquisitions, de contrôles policiers de l'État français dans l'île et sur le continent.

Les militants patriotes corses luttent contre le même ennemi que la classe ouvrière française. Ils luttent contre l'État capitaliste français, oppresseur et répressif, et contre son gouvernement.

Le gouvernement français a complètement démantelé l'économie corse, ce qui a eu, entre autres, comme conséquence de vider l'île de sa population. En même temps, tout est fait sur le plan culturel pour que disparaisse la culture du peuple corse.

Or la Corse est une nation qui a ses propres caractéristiques de nation, autres que celles de la nation française. Selon la définition de Staline : « Une nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture » (2).

C'est en 1755 que naît une nation corse indépendante avec l'élection, le 17 juillet de cette année-là, de Pascal Paoli, « i babbu di a patria » (le père de la patrie) comme chef.

Par la suite, la Corse sera à nouveau victime des puissances étrangères, surtout de la France. Aujourd'hui, l'État français maintient par l'oppression et la répression sa domination sur cette île.

Le prolétariat « ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États. Autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'auto-détermination » (3).

Ce principe reste le nôtre. Nous soutenons fermement le droit à l'auto-détermination du peuple corse. Nous combattons l'État français qui lui refuse ce droit, emprisonne les meilleurs fils du peuple corse, lui interdit tout droit à la parole, au travail, à la culture nationale.

Nous sommes pleinement solidaires des masses corses, notamment du prolétariat et des petits paysans, nous développerons toujours plus l'unité de combat entre le peuple corse et le peuple français, contre leur ennemi commun : le pouvoir capitaliste français.

Philippe LECLERC

(2) Staline. « Le marxisme et la question nationale ». Éditions du Centenaire.

(3) Page 15. « Lénine sur les questions nationales et coloniales », recueil de trois textes. Éditions de Pékin, page 8

Renault-Flins, hopital St-Anne :
le pouvoir envoie la police

LES TRAVAILLEURS RESSERRENT LES RANGS

Encore une fois, le pouvoir a envoyé la police contre des travailleurs en grève. Mardi matin, l'usine de Flins a été évacuée par les « forces de l'ordre ». A Sainte-Anne, c'est jusque dans l'intérieur d'un hôpital que les flics ont frappé. Le tribunal de Rouen, sollicité par la direction de Cléon avait donné 48 h pour évacuer, prépa-

rant ainsi l'intervention de la police si le rapport de force le lui permet.

Barre et les autres membres du gouvernement de Giscard ont bien souvent le mot de justice sociale à la bouche. Mais la preuve est faite qu'au-delà des mots, la seule réponse que connaissent patrons et gouvernement, lorsque des tra-

vailleurs français et immigrés s'unissent pour leurs revendications, c'est la répression brutale.

La preuve est faite que, contrairement à ce que prétendent certains, les policiers ne sont pas des « travailleurs comme les autres ». Non, ce sont bel et bien les agents des basses œuvres des patrons et les travailleurs doivent

s'attendre, dans le contexte actuel, à devoir les affronter de plus en plus dès qu'ils lutteront. A Sainte-Anne, cependant, comme à Renault, l'intervention policière n'a fait que renforcer l'unité, la détermination et la solidarité. A Renault, les travailleurs sont indignés : mercredi matin, on annonçait des débrayages dans les différentes usines.



L'intervention des flics.

A l'intérieur de l'hôpital St Anne (Paris)

Des infirmières matraquées par la police !

Depuis trois semaines, le personnel de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, est en grève, réclamant notamment la titularisation, après un an, des agents administratifs, l'extension pour tout le personnel de la prime de 250 F et l'embauche immédiate de 300 infirmières, élèves ou diplômées.

A ces revendications légitimes, l'État-patron vient de répondre par la répression brutale. Mardi matin, en

effet, les travailleurs de Sainte-Anne décidaient, en assemblée générale, d'envoyer des syndiqués et des non-syndiqués au bureau du directeur pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Tandis que la direction persistait dans son refus, des flics des Renseignements généraux commençaient à tourner autour de l'hôpital. A 17 h, deux cars de police arrivaient sur les lieux : c'est

alors que les flics vont entrer dans l'hôpital et matraquer devant les bureaux de la direction les travailleurs rassemblés là. Une infirmière, deux élèves-infirmières et un élève-infirmier seront particulièrement touchés.

L'entrée de la police dans l'hôpital et le matraquage du personnel a suscité un vif émoi dans tout l'hôpital Sainte-Anne. Les grévistes ont repoussé les flics hors de Sainte-Anne et c'est

sous les huées que les cars gris ont quitté les lieux.

A la suite de cette riposte du gouvernement à leurs revendications, beaucoup de grévistes de Sainte-Anne sont partisans d'une grève totale. C'est mercredi matin qu'une assemblée générale devait en décider. En tout état de cause, les travailleurs de Sainte-Anne ont besoin d'une solidarité active et, en particulier, de celle des personnels des autres hôpitaux.

A propos de l'agression soviétique en Afrique

La récente agression soviétique au Zaïre a été largement dénoncée dans la presse des différents partis marxistes-léninistes du monde. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits.

« LA VOIX DU PEUPLE THAÏLANDAIS »
Radio du Parti communiste de Thaïlande

« La voix du peuple thaïlandais », radio du Parti communiste thaïlandais, a condamné les sociaux-impérialistes soviétiques pour avoir envahi le Zaïre.

La radio indique, dans un commentaire, que l'Union soviétique redouble d'efforts pour poursuivre sa politique d'agression et d'expansion en Afrique. L'intrusion d'envergure dans la province du Shaba au Zaïre, perpétrée en mai dernier par les mercenaires soviéto-cubains, avait été délibérément préparée par l'Union soviétique. Son but était de renverser le gouvernement du Zaïre, de contrôler ce pays stratégiquement important, riche en ressources naturelles, et d'en faire une nouvelle base militaire d'où elle étendra son influence en Afrique et disputera l'hégémonie aux États-Unis.

« Cet incident a mis à nu encore une fois le vrai visage des sociaux-impérialistes soviétiques et prouve que l'Union soviétique, comme les États-Unis, est un tigre en papier », dit le commentaire en conclusion.

« THE CALL »
Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste des USA

« Le mois dernier, le monde a été témoin d'une invasion massive du Zaïre, l'un des plus grands pays d'Afrique et sa plus grande source en cuivre et en cobalt.

« Qui était derrière cette invasion et quels étaient ses objectifs ? Répondre à ces questions éclaire la situation du monde entier aujourd'hui.

« La vérité est que le raid dont le nom de code était « opération colombe » a été organisé à l'instigation de l'URSS, un pays qui se prétend « socialiste » mais qui est aujourd'hui la plus agressive des puissances impérialistes dans le monde...

L'Afrique est un flanc stratégique de l'Europe, et contrôle les couloirs maritimes qui approvisionnent l'Europe en pétrole. De plus, l'Afrique est un banc d'essai pour l'URSS, un endroit où elle peut tester les réflexes de son super-rival, les USA. Dans ce sens, ce qui se passe au Zaïre est une préfiguration de ce qui peut arriver à une échelle mondiale dans un avenir pas trop lointain.

« LA FORGE »
Organe central de la Ligue communiste (ml) du Canada

(...) « Cette attaque appuyée par les Soviétiques fait partie d'une offensive à la grandeur du monde. Les Soviétiques veulent contrôler le Zaïre dans leur projet de couper l'Afrique en deux, pour prendre le contrôle de ses riches ressources minières. Elles sont très importantes pour les deux superpuissances dans leurs préparatifs de guerre.

« La guerre au Zaïre n'est pas une lutte de libération, comme le proclame Moscou, c'est une invasion et une agression contre un pays africain du tiers monde indépendant et souverain. Le combat du Zaïre pour repousser l'agresseur est une lutte juste ».

« CLARTÉ »
Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

« Les manœuvres, immixtions et agressions soviétiques en Afrique font partie d'une stratégie complexe. Elles utilisent non seulement des militaires et des techniciens soviétiques, mais aussi des mercenaires cubains et des spécialistes est-allemands. Elles s'efforcent d'opposer des Africains aux Africains. Elle visent à évincer l'autre superpuissance, l'impérialisme américain et aussi des impérialismes secondaires qui ont gardé une influence en Afrique. Elles visent à s'emparer des immenses richesses naturelles de ce continent.

Elles sont le fait d'un impérialisme qui a instauré la terreur social-fasciste de type hitlérien sur son territoire, ainsi que dans le pays d'Europe de l'Est qu'il contrôle et occupe. Elles sont le fait d'un impérialisme montant qui veut opposer à son rival américain un nouveau partage du monde et qui, de ce fait, est devenu le plus grand danger pour l'Europe et le principal foyer de guerre dans le monde (...)

La nouvelle agression contre le Zaïre et les menées agressives auxquelles se livrent les maîtres du Kremlin sur le continent noir augmenteront la volonté des peuples et des pays d'Afrique de s'unir pour leur indépendance nationale, sous le juste mot d'ordre : « L'Afrique aux Africains. ! »

● Annapes (près de Lille)

La soirée d'information sur le Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Un grand souci d'explication et de clarté

Une soirée d'information sur le Kampuchéa démocratique, organisée le 29 mai, à la Cité scientifique d'Annapes (Lille) par le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France (section de Lille), a connu un vif succès.

Un camarade du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France devait ouvrir la soirée par une allocution exposant les

coltes. Pour 1978, il est prévu d'obtenir cinq tonnes à l'hectare pour une récolte et sept tonnes pour deux récoltes. De grands

réaffirmant notamment l'attachement du Kampuchéa au Mouvement des non-alignés. Le début dura ainsi fort tard dans la soirée, les camarades du Comité des patriotes répondant à chaque question avec un grand souci d'explication et de clarté.

réaffirmant notamment l'attachement du Kampuchéa au Mouvement des non-alignés. Le début dura ainsi fort tard dans la soirée, les camarades du Comité des patriotes répondant à chaque question avec un grand souci d'explication et de clarté.

Au nom des communistes marxistes-léninistes et



Détection de la malaria.

magnifiques succès remportés par les ouvriers et les paysans du Kampuchéa grâce à la ligne consistant à être indépendant, souverain et à compter sur ses propres forces.

Après avoir rappelé la signification de la victoire du 17 avril 1975 qui prouvait qu'un petit pays est à même de vaincre une superpuissance, le camarade parla avec chaleur et conviction du mouvement de masse populaire qui se développe dans les coopératives et les autres secteurs du pays sous la direction juste et clairvoyante du Parti communiste du Kampuchéa.

Le camarade souligna les succès obtenus dans le domaine agricole et rizicole : en 1977, le plan prévu a été réalisé à 100 %, soit trois tonnes de riz à l'hectare pour une récolte et cinq tonnes pour deux ré-

coltes. Après avoir brossé un bref tableau de la situation excellente régnant sur les fronts de la lutte contre l'analphabétisme, de l'enseignement et de la santé (désormais, le peuple du Kampuchéa possède un établissement hospitalier et trois médecins traitants pour cent

neté. Après la projection du film « Actualité du Kampuchéa démocratique », les camarades du Comité des patriotes répondaient aux questions de l'assistance, nombreuse et attentive,

des travailleurs révolutionnaires du Nord, le Comité de parti Jeanne Labourbe du PCMLF avait remis un message de félicitations aux camarades du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France.

VILLEURBANNE

Palais du travail
Vendredi 9 juin à 20 h 30
Projection du film :

« Kampuchéa démocratique », avec un représentant des Patriotes du Kampuchéa démocratique (Cambodge).

Organisé par :
l'Humanité rouge et le Parti communiste révolutionnaire (ML)
Entrée gratuite.

● Zaïre

Hussein Alodel Kadir Kassim, ministre somalien des Mines, s'est déclaré favorable à la création d'une force commune africaine, à l'issue d'un entretien avec le président Mobutu à Lubumbashi.

Soulignant que la Somalie appuie totalement la demande zaïroise d'inscription de la ques-

tion du retrait des troupes cubaines d'Afrique lors du prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le ministre a vivement attaqué Cuba, « vassal de l'URSS » et « non seulement le retrait de ses troupes d'Afrique, mais aussi son expulsion du Mouvement des non-alignés ».

MEETING-DÉBAT

Vendredi 9 juin à 20 heures

Organisé par le « Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes ».

Et soutenu par : Le Foyer Kanak en lutte, le GRS, l'Humanité rouge, la LUA, l'OCFml, l'UCFml, l'UEG.

Projection de diapos sur le « Mythe de la Polynésie ».
A l'auditorium de l'INODEP
34, avenue Reille - 75014
Métro Cité Universitaire

Des tracts sont encore disponibles au local.

ITALIE : LA POLICE PROTEGE LES MEETINGS FASCISTES

Mardi après-midi, une manifestation était organisée par des militants d'extrême-gauche pour s'opposer à la tenue d'un meeting du PSI (parti fasciste).

Au moment où les manifestants s'approchaient du centre-ville, la police est intervenue avec grenades lacrymogènes protégeant ainsi le meeting fasciste. Les manifestants ont riposté en utilisant des cocktails molotov.

Des affrontements de même nature avaient eu lieu lundi à Bologne, dans le nord du pays, lors de la tenue d'un autre meeting fasciste.



Ce que Marchais prépare

« L'avenir n'est pas bloqué, il dépend de vous de vos luttes ». Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur cette phrase du discours de Marchais à la fête des jeunes du PCF au week-end dernier. Cette phrase occupait le lendemain toute la première page de l'Humanité.

« Nous allons donc mener les luttes les plus diverses (...) », déclarait déjà le même Marchais dans son rapport devant le Comité central, en avril dernier, commentant l'échec de la gauche aux élections législatives.

Quand à la prochaine réunion du Comité central, elle ne portera pas sur les dissensions au sein du PCF, mais sur la façon dont le PCF entend lutter contre le plan Barre 3.

Ce que Marchais (et le Comité central) préparent, c'est de redorer le blason terni du PCF en lançant dans un certain nombre de luttes, à grand fracas.

« L'avenir n'est pas bloqué », dit Marchais. C'est que des militants du PCF pensent que la stratégie électorale les mène à l'impasse et que, en ce sens l'avenir est bloqué.

Marchais semble dès lors proposer, ouvrir, une

autre stratégie : celle des luttes, de la lutte des classes. Mais regardons-y de plus près. Le rapport du Comité central d'après des élections, disait déjà que la lutte, telle que la conçoit le PCF aujourd'hui, n'a pour but que de refaire l'Union de la gauche, « plus forte, plus large » mais « de la base et des luttes quotidiennes ».

C'est donc bien encore au service d'une même stratégie d'échec pour la classe ouvrière et le peuple que Marchais appelle les militants de son parti à lutter.

Giscard contre la Corse

23 patriotes arrêtés. CRS et gendarmes par convois entiers

Douze compagnies de CRS, dix escadrons de gendarmes mobiles, une centaine d'inspecteurs de police sont venus renforcer les commissariats de police français en Corse. Les députés RPR de l'île écrivent à Giscard qui trouve le moment opportun pour se rendre dans l'île. C'est à une offensive politique et policière que se livre le gouvernement français. Le peuple corse a notre soutien.

La Corse est en état de siège. Et pourtant, en temps ordinaire déjà le nombre de policiers français sur l'île était loin d'être dérisoire...

LES ARRESTATIONS

Nous sommes maintenant en mesure de donner à nos lecteurs d'autres précisions sur les arrestations sur-

venues en Corse à la veille de la visite de Giscard.

Le 5 juin au soir, lundi, 19 patriotes corses étaient arrêtés. Leur sort dépend maintenant du jugement de la Cour de sûreté de l'État. Pour plusieurs d'entre eux, le délai de garde à vue de six jours expirera le 8 juin.

Cinq autres patriotes corses ont été arrêtés sur le continent. Trois à Nice et deux à Paris. Parmi eux, la police a mis en avant le nom de Jean-Paul Roesh, âgé de 27 ans, employé dans les assurances, arrêté sur son lieu de travail vendredi dernier dans l'après-midi.

La police présente Jean-Paul Roesh comme le responsable du Front de libération nationale de la Corse. Il est accusé de plusieurs attentats commis en France contre des locaux de la SNCF autour de Paris.

Selon le responsable marseillais de la police judiciaire, Matthieux, ces arrestations ont pour but de démanteler le FNLC. C'est la première fois qu'une telle vague de répression frappe le Front de libération nationale de la Corse. C'est sans doute une preuve de la

crainte grandissante qu'inspire au pouvoir la lutte du peuple corse.

Siméoni, militant corse pour l'autonomie de l'île (ce qui est une idée sensiblement différente de l'idée d'indépendance pour laquelle lutte le FNLC) a proclamé son soutien aux vingt-trois Corses interpellés.

Siméoni, leader de « l'Union du peuple corse » (UPC) a aussi déclaré : « Le voyage du président de la République ne résoudra aucun problème de fond ».

L'OPÉRATION POLITIQUE

Il est évident que ces arrestations correspondent à la visite de Giscard en Corse. Matthieux a essayé de nier ce fait. C'est un mensonge grossier.

Par rapport à la visite de Giscard, le but de l'opération policière est bien sûr tout d'abord, d'assurer la sécurité du chef de l'État français lors de son séjour en Corse. Voyage qui est mal vu par toute la population patriote de l'île.

Mais il y a plus que cette raison conjoncturelle.

Giscard a choisi le meilleur (ou le moins pire) moment pour se rendre dans l'île et y tenter une opération politique : promesses et menaces se conjuguent. L'idée centrale de cette visite est que la Corse est un département de l'État français comme les autres et doit le rester. Idée rejetée

par tous les patriotes de l'île, qu'ils vivent en Corse ou sur le continent.

Pour préparer cette opération politique (et policière), les quatre députés corses ont écrit à Giscard une lettre ouverte, faite elle aussi de promesses vides et de menaces réelles : « Si une réponse n'est pas apportée à l'espérance contenue dans notre élection*, vous n'aurez pas affaire un jour aux députés d'un autre parti de la majorité ou de l'opposition : une minorité poussera la Corse vers l'aventure, qui ne serait pas seulement celle de la violence et du désordre, mais d'abord la remise en cause du lien international ».

Une lettre qui a au moins le mérite de montrer, malgré elle, que les idées des patriotes corses font leur chemin et que chez le peuple corse la soumission à l'État français, la dépendance par rapport à l'État français est de moins en moins bien acceptée. La répression lancée la semaine dernière et les discours politiques proférés cette semaine-ci sont inefficaces devant la volonté d'un peuple et d'une nation de prendre en main leur sort.

(Voir notre éditorial en première page)

*Les quatre députés de Corse sont depuis les dernières élections des députés RPR. Nombreux par ailleurs, sont les Corses qui ont refusé d'une manière ou d'une autre de jouer le jeu de ces élections françaises.



CETTE BROCHURE EST TOUJOURS DISPONIBLE

Passez vos commandes à APN-Éditions BP 279 75866 Paris Cedex 18

PRIX 5 F

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



L'UNITE OUVRIERS PAYSANS

« Producteurs, sauvons nous nous-mêmes. Décrétons le salut commun ».

Combien de fois avons-nous chanté ces vers d'Eugène Pottier, auteur de l'Internationale ! Qui sont les producteurs ?

C'est dans les usines et les campagnes que sont produites toutes les richesses et l'alliance de l'ouvrier et du paysan est, dans notre pays, une condition décisive pour la victoire du mouvement populaire. La Commune, la Résistance et Mai 68 l'ont prouvé.

En effet, l'isolement complet des villes et la domination sans partage de la réaction versaillaise sur la campagne n'est pas une des moindres raisons de l'écrasement du mouvement ouvrier en 1877. A l'inverse, un des solides atouts de la Résistance antinazie fut la fusion réalisée dans les maquis entre la classe ouvrière et la paysannerie. Tout cela, la bourgeoisie l'a fort bien compris. Ainsi, quand le 24 mai 1968, des manifestations d'agriculteurs contre la baisse du revenu ont lieu dans toute la France, le pouvoir se dépêche de désamorcer le mouvement par certaines concessions temporaires. Pour Pompidou, il s'agit d'empêcher à tout prix que le mot d'ordre « ouvriers-étudiants-paysans-unité » se réalise. On doit constater qu'avec l'aide des gros agrariens et des notables qui dirigent le syndicalisme paysan, il y est parvenu dans une certaine mesure. Et ce manque d'unité fut une des faiblesses du mouvement de Mai.

Mais vous direz à bon droit que le terme de paysan est bien vague et comme on dit souvent « à la

campagne, y en a qui ne sont pas à plaindre ».

En effet, entre le capitaliste agraire de la Beauce qui vit de l'exploitation des ouvriers agricoles et le petit fermier criblé de dettes, il y a un monde. C'est ce qui interdit de parler des paysans comme d'une classe homogène. A notre avis, l'alliance concerne la paysannerie pauvre et moyenne qui constituent

environ 80 % de ceux que les statistiques classent dans la rubrique « agriculteurs ». Au total, 2,5 à 3 millions d'alliés dans les campagnes pour la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme. Car, n'en doutons pas, même si l'exploitation dont ils sont victimes n'est pas assimilable à celle que connaît la classe ouvrière soumise à l'esclavage salarié, les paysans pauvres et moyens ont profondément intérêt à la destruction du système capitaliste. Ce système qui est synonyme d'enrichissement pour une minorité de gros exploitants n'apporte à la grande masse des paysans que spoliation et ruine par l'intermédiaire du propriétaire foncier, de la banque ou des industriels de l'agro-alimentaire. Il suffit d'observer la montée des luttes paysannes depuis dix ans et leur orientation toujours plus nettement anticapitaliste, pour s'en convaincre.

Ce caractère anticapitaliste s'exprime avec force dans les manifestations très concrètes de solidarité apportées par les paysans aux luttes ouvrières.

La solidarité réciproque des paysans du Larzac et des ouvriers de Lip est un des symboles vivants de cette unité qu'il faut construire partout.

En nous déclarant partisans d'une alliance fondamentale entre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et moyenne, nous ne pensons pas seulement au rapport de force qu'il faut construire pour venir à bout des forces de l'exploitation. Nous pensons également au socialisme que nous voulons construire et dont une tâche sera de faire disparaître graduellement la contradiction entre la ville et la campagne créée par le capitalisme.

En effet, les villes monstrueuses et les campagnes qui se meurent sont un produit direct de ce système. C'est cette contradiction de plus en plus insupportable qui a donné naissance au mot d'ordre « Vivre et travailler au pays ». Cette exigence, c'est celle du paysan ruiné, chassé de sa terre comme de l'ouvrière de chez Boussac réduite au chômage.

Qu'il s'agisse des luttes actuelles contre la misère, le chômage et l'exploitation, qu'il s'agisse de la destruction du système et de l'État capitalistes, qu'il s'agisse de la construction du socialisme à chacune de ces étapes, la classe ouvrière a besoin de l'alliance avec la paysannerie laborieuse.

*Le 22e congrès du PCF, outre qu'il accorde fort peu d'importance à l'alliance ouvriers-paysans, ne dit rien de cette différenciation des classes à la campagne.

Pierre MARCEAU.



Licenciements à
Massey-Ferguson
Marquette (Lille)

Les travailleurs n'accepteront pas sans broncher

Le trust Massey-Ferguson est un trust anglo-canadien. La filiale française est le premier producteur français de machines agricoles. A Marquette, trois usines regroupant 2 500 ouvriers, fabriquent les gros matériels, en particulier des moissonneuses-batteuses.

Cette filiale est dirigée par le cousin du prince Poniatowski. Les autres filiales dans le monde sont implantées au Canada et en Angleterre principalement.

Tout le secteur de machines agricoles est entré récemment dans une période de mévente particulièrement forte.

Cela est dû principalement à l'augmentation des prix des produits industriels par les trusts capitalistes, entraînant la ruine de la petite paysannerie et des difficultés d'équipement supplémentaires pour les pays du tiers monde.

Ce qui fait qu'après des mesures de chômage partiel, après le mois de mars, tant à Beauvais qu'à Marquette, certains ateliers ont été mis en chômage technique. Il fallait donc s'attendre à de nouvelles réductions d'horaire et à des licenciements.

Au comité central d'entreprise, la direction a annoncé ce que tout le monde savait déjà : 636 licenciements pour la branche française, 240 à Marquette, 291 à Beauvais, 105 au siège social au Plessis-Robinson.

Dès mercredi dernier, des assemblées générales ont eu

lieu dans les différentes équipes. Il faut dire que les ouvriers de Massey-Ferguson ont un passé de luttes très important et se sont toujours montrés décidés à se défendre.

En Mai 68, les ouvriers de Marquette ont eu un rôle prépondérant dans les collectes et la solidarité avec les ouvriers des autres entreprises de la région.

D'autres grèves avaient éclaté en 1970. En 1975, importante grève des soudeurs à Marquette du 24 mars au 5 avril, grève au dépôt d'Athis Mons. Avril 1976 : lutte sur la grille des classifications, et la réduction du temps de travail. En avril 1977, grèves des caristes à Beauvais, l'usine est évacuée par les CRS. Une lutte d'ampleur se prépare. L'unité et la lutte dans tout le trust en France est une chose importante à réaliser ainsi que la coordination des luttes.

Il ne faut pas négliger non plus la solidarité internationaliste des travailleurs des filiales étrangères, en particulier ceux de Motor Iberica en Espagne, qui se sont signalés par leur grande tradition de luttes contre le franquisme.

Correspondant HR

Chelles (Seine et Marne) les 10 et 11 juin

Fête de la rencontre Français et Immigrés

L'approche de l'été et des vacances, c'est aussi la saison des fêtes. Pour de nombreuses organisations politiques, nationalement ou localement, le temps et la proximité des congés payés se prêtent à ce genre d'activités.

Pour les uns, une fête c'est essentiellement le moyen de gagner de l'argent, pour d'autres, c'est surtout rassembler des travailleurs pour faire connaître des luttes politiques ou syndicales, les soutenir.

Les 10 et 11 juin prochains, au Centre culturel de la ville de Chelles (77), se tiendra la fête de la Rencontre Français-immigrés. Innovée l'année dernière à l'initiative du Comité de coordination des foyers Sonacotra, elle avait connu un certain succès. Cette année, le Comité de coordination auquel se sont adjoints le Comité des locataires de la cité Logirep des Coudreaux, le centre socio-éducatif LPS et le Centre d'action culturelle de Chelles renouvelle l'initiative sur deux jours.

Préparée depuis plus longtemps, la fête devrait

permettre un rassemblement plus important encore. Essentiellement culturelle avec la présence de plusieurs dizaines de troupes théâtrales, de chanteurs ou chorales français et immigrés, elle sera aussi un lieu d'information et d'échange entre travailleurs en lutte contre les mauvaises conditions de logement. En plus des foyers Sonacotra, dont plusieurs foyers de province, seront probablement présents d'autres foyers-prisons comme le foyer Fondary (dans le 15^e arrondissement), le Comité du Marais en lutte contre les expulsions de familles populaires du quartier, le foyer de l'Yser à Saint-Denis, la cité de transit Logirep de Chelles et d'autres peut-être.

Ce rassemblement, comme son nom l'indique, sera placé d'abord et avant tout sous le signe de la rencontre Français-immigrés.

L'unité de la classe ouvrière se construit dans les luttes contre l'ennemi commun : le gouvernement Giscard-Barre et la classe des bourgeois. L'unité entre ouvriers français et immigrés est certainement à l'heure

actuelle celle qui est la plus difficile à réaliser.

Bien sûr, dans les entreprises, comme aujourd'hui à Renault-Flins ou Cléon, les grévistes français et immigrés sont au coude à coude ; mais la bourgeoisie empoisonne la classe ouvrière en répandant son venin raciste, en faisant des immigrés les boucs émissaires de la crise du capitalisme et du chômage. Dans les organisations syndicales, soumises à la stratégie électorale du PCF ou du PS, dans lesquelles les ouvriers étrangers n'ont aucune place, l'activité, la propagande et les actes concrets en faveur de cette unité indispensable sont très insuffisants.

Aussi le chemin de l'unité passe-t-il déjà par la rencontre, la discussion. Ils sont légion les ouvriers français qui ignorent ou ont une vision fautive des véritables conditions de vie, de travail et de lutte des ouvriers immigrés qu'ils côtoient pourtant tous les jours, dans l'atelier, le métro, la rue ou les cités HLM.

La barrière des langues, comme la volonté de la

bourgeoisie d'isoler les immigrés dans des foyers et des cités « réservées » sont des obstacles à cette connaissance, à cette discussion.

C'est tout cela que la fête de Chelles va permettre principalement. Ce doit être l'occasion pour les marxistes-léninistes d'inciter beaucoup de travailleurs français à venir en famille pour se distraire et apprendre, connaître et discuter des luttes et des intérêts communs avec les ouvriers immigrés qui seront présents par centaines.

Ce sera l'occasion notamment pour les ouvriers du PCF ou syndiqués à la CGT, à la CFDT ou FO de découvrir la réalité de la lutte des résidents des foyers Sonacotra autrement qu'au travers des discours et textes de leurs dirigeants qui ont tout fait pour la trahir.

Pour appeler à la fête, il reste encore des tracts et des affiches disponibles. Passez les prendre à l'administration. Venez et faites venir en nombre, samedi à 14 h et dimanche à 12 h.

Par la route nationale 34 : à Chelles (place des Martyrs de Châteaubriant). Par le train : gare de l'Est.

● Renault-Cléon

«Ma femme m'a dit : quand on veut quelque chose, il faut se battre»

A Renault-Cléon, après l'ordre d'évacuer les locaux, avoir obtenu des tribunaux la direction a remis à cha-

que délégué cité en référé un exemplaire du jugement puis a reflué sous les injures de toutes sortes et en particulier sous le terme de fasciste.

« C'est dur, mais ça fait du bien, en plus on découvre les gens qui travaillent avec nous » : c'est un OS, les yeux marqués, qui sort de l'usine après 12 h d'occupation, qui s'exprime. Ils sont nombreux à venir continuellement nous voir, ils veulent raconter leur vie à l'intérieur, ils veulent qu'on le sache. La grève, pour eux, c'est la marmite qui a éclaté, ils n'en pouvaient plus. Ils nous parlent de leurs conditions de travail : les cadences réglées au centième, les chronos, les accidents mortels et les au-

tres, les dépressions nerveuses, les salaires, la répression contre les délégués, les coefficients bloqués, les changements d'atelier, l'alcotest est bientôt en service. « J'ai une femme, 2 gosses. L'autre jour, ma femme m'a dit "Quand on veut quelque chose, il faut se battre, alors vas-y". Elle a raison ».

C'est pour le pain de chaque jour qu'ils se battent.

« Surtout, il faut qu'on tienne » dit l'un d'eux.

Les occupants, crevés, parfois le visage hirsute, en veulent et ils sont déterminés.

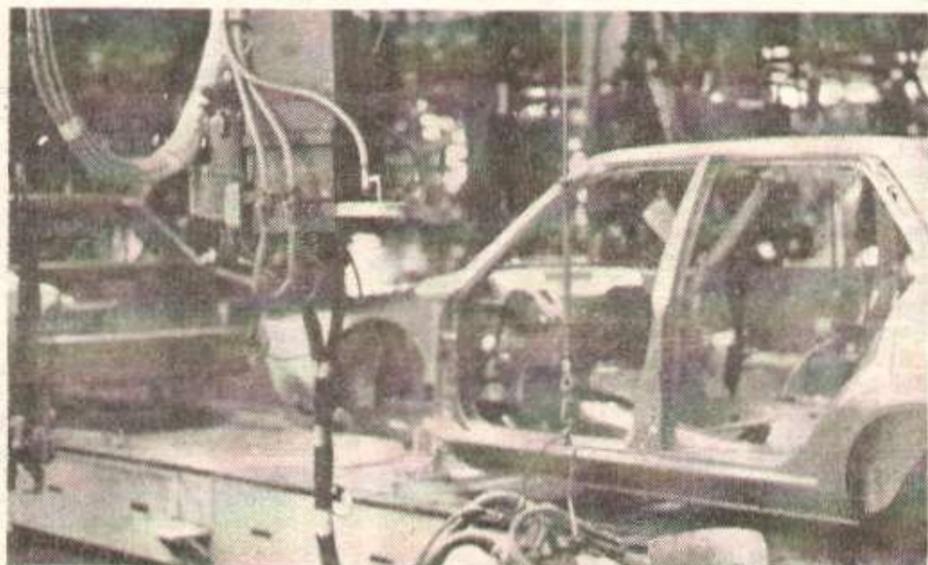
● Renault-Douai

Solidarité et mobilisation : des mots qui ne sonnent pas creux

Le PDG de Renault peut bien trembler : après les ouvriers de Flins et de Cléon, c'est au tour de ceux de Douai de se lancer dans la lutte. Ainsi, lundi 5 juin, des débrayages éclataient jusqu'à 13 h à l'em-boutissage et à la petite soudure.

Mardi, au bâtiment A, les opérateurs de presse continuaient le mouvement entamé à la fin de la semaine précédente en soutien à ceux de Cléon et Flins. D'une part, il refusent de faire le travail à la place de leurs camarades de Flins (ce qui reviendrait à porter atteinte à leur lutte). D'autre part, ils ont, eux aussi, posé leurs revendications, qui sont les mêmes que celles des ouvriers de Flins et de Cléon.

Enfin, au bâtiment G, une assemblée générale a réuni trois-cents travailleurs. Il y a eu deux heures de débrayage en fin de poste.



A Renault-Flins, les chaînes sont bloquées. C'est ce travail que la direction voulait faire assurer par ceux de Douai.

La mobilisation se développe dans l'usine. Les travailleurs de Renault-Douai écoutent la radio toute la journée, dans les ateliers, pour savoir ce qui se passe

à Flins et Cléon. Leurs applaudissements quand une bonne nouvelle arrive, leurs sifflements quand ils apprennent les sales mesures du patronat et de l'État,

sont révélateurs de leur solidarité et de leur mobilisation.

Solidarité et mobilisation : deux mots qui ne sonnent pas creux !

RENAULT-COINCY

A Renault-Coincy (plus de 7 000 ouvriers), ça bouge depuis le 1^{er} juin par solidarité avec ceux de Flins. Les ouvriers de l'usine de Douai refusent eux aussi d'effectuer le travail qui leur avait été transféré. Le mouvement s'étend à Coincy sur la base des revendications des OS de Flins et de Cléon.

ROUSSEAU-ARRAS (Pas-de-Calais)

Appartenant au groupe Boussac, cette usine annoncerait une liquidation imminente. Ce serait donc cinq cents travailleurs sur le pavé ! La situation est d'autant plus tragique pour les ouvriers que les possibilités de reclassement dans cette région peu industrielle de l'Artois sont quasiment nulles.



Après l'intervention des CRS à Renault-Flins Leur justice, c'est la loi du plus fort

Lundi 5 juin, vers 11 h du matin, le tribunal de Versailles examinait une plainte en référé de la direction de la Régie Renault. Dans le jugement rendu, le tribunal ne réclamait pas l'évacuation des grévistes de Flins, comme le tribunal de Rouen venait de le faire pour ceux de Cléon : ils menaçaient d'une intervention des CRS si l'occupation était maintenue au-delà de 48 h.

Fort de ce jugement, la CGT de Flins diffusait dans l'heure suivante à l'usine un communiqué intitulé « premier succès » :

« Face à la calme détermination des travailleurs des presses et à la puissance de leur mouvement : les forces de police ne peuvent pas être utilisées par la direction. Leur référé a échoué. Et maintenant : la direction doit reprendre sans délais les négociations, avec la volonté de régler les problèmes des presses par la satisfaction de leurs revendications. »

Moins de 24 h après, les CRS intervenaient à Flins et chassèrent les grévistes des grandes presses qu'ils occupaient.

Nous avons affaire à un ennemi pour qui tous les coups sont bons, pour qui le mensonge et la répression sont les moyens ordinaires de gouvernement. Finalement cette décision de justice n'avait qu'un seul but : abuser la confiance des grévistes et endormir

leur vigilance.

D'ailleurs, le jugement précisait que les grévistes devaient « désormais respecter la libre circulation des personnes et du matériel dans l'enceinte de l'entreprise ». Ainsi il aura suffi qu'une provocation de la maîtrise soit légitimement repoussée par les grévistes pour fournir un prétexte à l'intervention des bandes armées du pouvoir.

Face à un ennemi sans foi ni loi entre les mains duquel la justice n'est qu'un instrument de duperie, un auxiliaire de l'arbitraire patronal, les illusions se révèlent dangereuses. Les travailleurs et leurs représentants ne peuvent absolument pas se permettre d'accorder la moindre confiance aux capitalistes et à leur personnel qui exerce le pouvoir, que ce soit politique ou judiciaire.

Ils ne peuvent les créditer d'aucune honnêteté. Il y a un an, Pierre Maître était assassiné, hier c'est Flins qui est évacué par la ruse. Tout ce que font les capitalistes n'a qu'un but : préserver leurs intérêts d'exploiteurs. C'est là leur seule morale.

Et leur justice, c'est la loi du plus fort. face à un tel ennemi, la classe ouvrière ne peut faire preuve d'aucun « fair-play ». Elle doit bannir toute illusion : c'est seulement par la force qu'elle pourra faire entendre raison, « sa » raison, aux exploités.

• Magasin «Super M»-Montpellier

Victoire de la lutte

Les employés du supermarché « Super M » de Montpellier se sont mis en grève le vendredi 2 juin, grève massivement suivie : 90 % des employés. Les revendications sont :

- Plus 3,5 % d'augmentation pour tous
- Pas de salaire minimum en-dessous de 2 200 F.
- En effet, une vendeuse avec 5 à 6 ans d'ancienneté ne gagne que 2 090 F brut et une caissière 2 180 F avec la même ancienneté.

Ce supermarché employe 220 employés, en majorité des femmes. Le syndicat CGT y est implanté depuis cinq ans. Ce mouvement touche plusieurs « Super

M » dont Epinay, Meaux, Bois d'Arcy, Viry-Châtillon et sur les mêmes revendications.

Les employés de « Super M » se disaient décidés à continuer la lutte si satisfaction ne leur est pas donnée ». C'est ce qu'expliquaient les grévistes dans un tract distribué aux clients venus acheter. Ces derniers, en grand nombre, sont repartis sans acheter en signe de solidarité.

Après les négociations de lundi, il y a eu reprise du travail, les grévistes estimant qu'ils ont obtenu satisfaction sur leurs principales revendications.

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont raménés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'Etat et la révolution » de Lénine, etc.) : Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE
DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 h à 22 h
Parc des Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne) Bouches-du-Rhône
Pour tout contact ou demande de participation
Téléphoner la journée au 16 91 90 97 07

MEETING
Dimanche 18 juin de 16 à 23 h
Salle de la Halle aux Sucres
Rue des Archives - Vieux-Lille (Lille)
Montage-diapos et débats sur la Chine et Mai 1968
Exposition - Stands
Nouveau spectacle de la Chorale « La Lyre des travailleurs »
Intervention des communistes marxistes-léninistes de France
- Livres, buffet, garderie -
A partir de 20 h 30 : soirée dansante

• Sico-Le Mans Echec d'un commando patronal

SICO, au Mans, fait partie du DBA.

Elle compte deux usines : SICO-I et II. SICO-II était occupée par les ouvriers, pour des revendications de salaires et conditions de travail : 200 F pour tous, problèmes de dangers dus à l'amiante. L'occupation avait été décidée à SICO-II lundi 29 mai (158 voix pour 142 contre).

A 3 h du matin, jeudi dernier, un commando s'introduit dans l'usine, sans avoir à fracturer quoi que ce soit, et sachant bien où aller : démonter des pièces pour les transporter dans une autre usine du groupe (qui fait partie du trust Bendix-Corporation).

Il faut dire que l'usine du Mans est la seule à fabriquer certaines pièces nécessaires pour les systèmes de freinage assisté produits par DBA.

Le commando disposait d'un camion que les grévistes ont d'ailleurs bloqué, puis déchargé, après avoir surpris le commando. Pour passer inaperçus, ces individus avaient été transportés par un car muni d'un pan-



Les grévistes déchargent le camion loué par le commando.

neau « transports d'enfants ».

Echec donc, pour la direction du groupe dont l'opération a soulevé une large réprobation, ainsi que l'attitude de la police qui,

contactée par les grévistes au moment où ils surprisaient le commando en action, ne s'est pas déplacée. Il a fallu qu'une travailleuse soit blessée pour qu'elle vienne voir.

Du coup, SICO-I est occupée à son tour. Après un meeting rassemblant vendredi les deux usines, les piquets d'occupation étaient renforcés pour le week-end et la nuit.

Cinéma «Soleil des hyènes»

de Rida Behi

Le soleil, c'est celui de la Tunisie, les hyènes, ce sont les capitalistes du tourisme qui mettent leurs griffes sur les côtes de la Méditerranée et sur les pays du tiers monde en particulier.

Il s'agit ici d'un village de pêcheurs tunisien qui est investi par des hommes d'affaire allemands qui y construisent un hôtel et un village de vacances.

Le cinéaste, Rida Behi, nous montre comment les villageois, qui vivaient difficilement de la pêche, sont obligés pour nourrir leurs enfants, de travailler sur le chantier du village de vacances et d'abandonner la pêche et même de vendre leurs terres pour une bouchée de pain.

C'est dans l'hôtel qu'ils ont construit, sur leurs propres terres que les anciens pêcheurs et petits paysans deviennent des domesti-

ques : tandis que les femmes font le tissage folklorique devant les touristes, les hommes deviennent marchands de cartes postales, serveurs, ou promènent de gros touristes montés sur des chameaux.

Ainsi, comme les Indiens des USA, dans les réserves, les anciens pêcheurs, les anciens paysans sont obligés, chez eux, de mendier quelques sous aux touristes en échange d'objets de pacotille. Même la plage n'appartient plus aux habitants.

Mais là où il y a oppression, il y a révolte, les femmes s'imposent sur la plage, lieu traditionnel de leur lessive. Les derniers pêcheurs qui restent refusent de porter leur poison à l'hôtel et au village de vacances.

Un film à voir avant les vacances.

UNESCO : POUR LE RETOUR DES OEUVRES D'ART DANS LEUR PAYS D'ORIGINE : Le directeur général de l'Unesco, Monsieur Amadou Mahtar M'Bow, lancera mercredi un nouvel appel en faveur du retour, dans leurs pays d'origine, des biens culturels dont ces pays ont été dépossédés.

L'UNESCO constate qu'à la suite des guerres, des transferts illicites généralement inspirés par la spéculation, ou bien d'une occupation coloniale ou étrangère, de nombreux pays ont été dépossédés d'œuvres précieuses, souvent uniques, qui jouaient un rôle primordial dans la prise de conscience de l'identité culturelle des peuples qui les ont créés, qui témoignaient de leur culture, et qui étaient pour eux un patrimoine culturel irremplaçable.

Depuis plusieurs années, l'UNESCO a entrepris des efforts pour faciliter le retour dans leurs pays concernés des objets et des œuvres d'art. L'organisation a déjà élaboré plusieurs conventions et recommandations à ce sujet. Monsieur M'Bow, avait récemment déclaré : « *Quelques uns ont perdu la quasi totalité des biens qui constituent un aspect capital de leur mémoire collective et un message de leur passé. Ces peuples demandent que l'on comprenne la privation qu'ils ressentent...* » En mars dernier, l'UNESCO réunissait à Dakar un comité d'experts pour étudier la création d'une commission intergouvernementale qui serait notamment chargée de « *promouvoir la coopération multilatérale et bilatérale en vue de la restitution et du retour de ces biens à leurs pays d'origine.* »

A propos de l'incendie de l'immeuble Sonacotra à Saint-Denis

Communiqué de presse

Le feu qui a détruit le 24 avril 1978 l'immeuble de trente-six logements de la cité de transit de St-Denis (rue Leroy des Barres), l'incendie de la cité de transit de Reims posent des problèmes d'une extrême gravité que les signataires de ce texte (architectes, ingénieurs, techniciens du bâtiment, enseignants et travailleurs sociaux auprès des Migrants) ne sauraient taire sous peine de devenir complices des responsables et autres marchands de sommeil !

Ces cités de transit à structure métallique pratiquement non protégée ni ignifugée, avec comme isolant, du polystyrène expansé (dégagement des gaz toxiques) n'ont pas une tenue au feu supérieure à 15-20 mn. La preuve en a été faite...

Comment est-il possible dans ce laps de temps de

faire évacuer des bâtiments qui contiennent parfois plus de 200 personnes ?

Comment est-il possible, quand on connaît la réglementation très stricte en matière de sécurité incendie, que la Sonacotra en soit dispensée et pour des bâtiments abritant des centaines d'enfants ?

Comment est-il possible que depuis l'incendie de St-Denis en 1974 (trois enfants morts asphyxiés), de Reims il y a quelques mois (deux morts), d'autres, de St-Denis il y a quelques semaines, aucune mesure concrète n'ait été prise pour assurer la sécurité des locataires ceux de toutes les cités Sonacotra, ou autres, dont la lourde responsabilité nous paraît évidente ?

Parce que nous taire c'est permettre que l'on assiste demain à un massacre, nous exigeons :

- Qu'une enquête-exper-

Un policier avait tué un adolescent

Il est accusé d'une faute professionnelle

Le 10 juillet 1976, un jeune, Gilles Ollivier, 17 ans, était abattu par un policier. Il ne s'agissait pas d'une bavure mais de la conséquence des méthodes de plus en plus utilisées par la police. Les jeunes et les immigrés en sont les premières victimes. Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, les

Dans la nuit du 9 au 10 juillet 1976 un groupe d'adolescents avait commis quelques dégâts sur un autobus. Cela se passait à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne. Alertée, une équipe de policiers arrivait sur place provoquant la fuite des adolescents. L'officier de police Catteau demandait alors des renforts et s'engageait à la poursuite des jeunes dans les rues avoisinantes. Les jeunes n'avaient aucun moyen de défense. Catteau, au cours de la poursuite, dégainait et tirait. Les adolescents pris de panique par la chasse que leur faisait la police, sautaient par-dessus le grillage d'une école. Les policiers rattrapèrent trois des jeunes qu'ils appréhendèrent.

Ce n'est que le lendemain, vers 6 h 30, qu'un passant découvrit le corps de Gilles Ollivier mort d'hémorragie interne, appuyé contre un mur. A son retour au commissariat, Catteau omit de signaler dans son rapport que des coups de feu avaient été tirés mais par contre, il signalait la perte de sa montre.

**LE TRIBUNAL NE
DEMANDE QU'A
CROIRE LE MEURTRIER**

Devant la 16e chambre correctionnelle de Bobigny,

Catteau dira lundi qu'il avait trébuché, ce qui avait fait partir le coup. Le président est d'ailleurs plus que prêt à

le croire. Il le croit. Or, Catteau n'étant pas en état de légitime défense, n'avait aucune raison d'utiliser son

arme. Les règlements de justice interdisent d'ailleurs de dégainier hors du cas de la légitime défense.

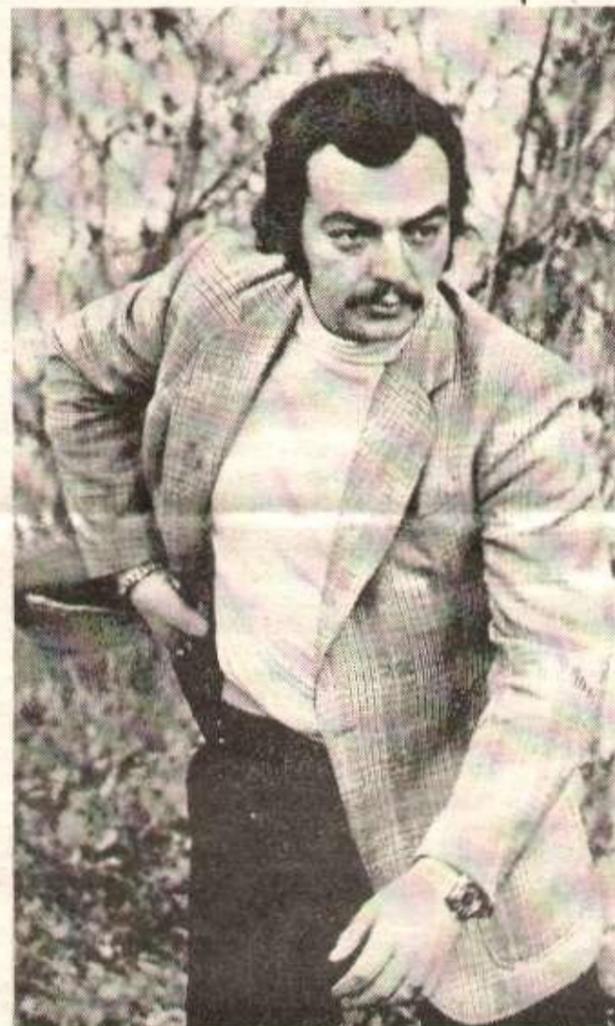
L'avocat de la partie civile indiquera que le premier rapport de police faisait état d'un traumatisme crânien. A l'autopsie, le médecin légiste l'omettra, négligeant d'effectuer une radiographie du crâne.

Un camarade de Gilles Ollivier venu témoigner à la barre dira des policiers : « *Ils étaient fous, ils étaient déchainés, ils voulaient à tout prix attraper des jeunes* ». Le policier qui a été témoin à côté de Catteau du meurtre, lui, n'a pas été entendu.

**SANCTIONNÉ POUR...
FAUTE
PROFESSIONNELLE**

Quant au réquisitoire, il fut en fait une défense du policier-tueur. L'avocat général ne retiendra pas l'homicide volontaire mais la faute professionnelle. Il le sanctionnera pour avoir dégainé sans être en légitime défense, de n'avoir pas mis le cran de sûreté, de n'avoir pas vérifié qu'il n'avait pas blessé l'un des jeunes. Il demande une peine de l'ordre de deux ans de prison assortie du sursis. Le jugement sera prononcé le 26 juin.

Catteau pourra réintégrer son travail tranquillement un de ces jours et le cas échéant, recommencer à tuer.



Flic à l'entraînement.

Témoignage d'un salarié agricole

Traité pire que des chiens

« Je viens par ma lettre vous mettre au courant de notre situation. Voici mon cas. J'ai été embauché le 15 avril comme chauffeur-tracteur pour semer du maïs dans une propriété de chasse et pour, lorsqu'il pleut, aider à clôturer la propriété. Le patron m'a pris à l'essai pour dix jours. Au bout de ce temps, il nous a fait déménager et nous a demandé de ne pas quitter notre travail, moi et mon fils de 18 ans, parce que le travail pressait. J'ai obéi. C'est ma femme et les enfants qui ont fait le déménagement. En le faisant, ma femme s'est cassée le pied. Elle ne

pouvait plus travailler à la cuisine avec la femme du garde.

» En plus, nous avions avec nous deux brebis avec leurs petits et des poules. Cela ne plaisait pas au garde. Nous sommes arrivés dans le logement le 3 mai. Dans ce logement, beaucoup de réparations n'étaient pas faites. Nous sommes contraints de vivre dans une petite pièce à cinq avec nos quelques affaires, tout le linge et le reste dans un bâtiment où il pleut.

» Le 10 mai, le garde est venu nous dire d'arrêter le travail et nous a donné cinq jours pour

déménager. Il dit que nos moutons gênent. Pourtant là, où nous sommes, il y a de la place. Depuis, le patron nous a redit de partir dans les cinq jours.

» Mais comment faire ? Nous sommes trois au chômage et ma femme est dans le plâtre pour un mois et demi. Le patron menace de nous faire expulser. Nous sommes là comme des prisonniers.

Ce témoignage soulève l'indignation. Mais de tels faits ne sont pas aussi rares qu'on peut le croire. Nous avons demandé à nos correspondants du Loiret de soutenir cette famille contre leurs exploités.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Usine de machines-outils de Shanghai

Produire pourquoi ?

Nous avons vu la nécessité pour la Chine, pays du tiers monde, d'avancer dans le développement de son économie. Deux voies s'ouvrent pour cela. Nous avons vu la voie sur laquelle la Chine se lance aujourd'hui avec d'autant plus d'ardeur que du temps a été perdu ces dernières années et que le peuple chinois a retrouvé toute son unité sur une orientation tracée il y a longtemps par ses dirigeants les plus prestigieux : Mao Tsé-toung et Chou En-laï.

Nous poursuivons aujourd'hui notre visite de l'usine de machines-outils de Shanghai, pour voir d'autres aspects de l'application de cette orientation.

Moderniser, augmenter la production : comment cela se traduit-il pour les ouvriers ?

Dans notre usine, de 1972 à 1976, les pertes ont été de cinq millions de yuans du fait que le plan n'était pas accompli. Continuer dans cette voie aurait eu bien sûr de graves répercussions sur le niveau de vie des ouvriers.

Après la chute des Quatre, malgré les difficultés, la première mesure a été d'élever les salaires. Ici, ce fut le cas pour 55 % des ouvriers. Nous avons également lancé un nouveau programme de logements.

Bien sûr, l'un des buts de la modernisation, c'est d'augmenter le bien-être des ouvriers !

Si l'on augmente en quantité et en qualité la production des machines-outils, on augmentera la quantité et la qualité et on abaissera le coût de bon nombre de produits encore chers et peu accessibles au peuple. On accroî-

tra la productivité de l'agriculture et donc les produits de consommation courante, etc.

Dans notre usine, modernisation signifie aussi meilleures conditions de travail, de sécurité, élimination de travaux pénibles. Par exemple, vous avez pu voir que nous avons peu d'appareils de transport pour les pièces, à l'intérieur des ateliers. Nous en avons seulement pour les pièces très lourdes. Cela se fait à la main. On peut l'améliorer.

Bien sûr que le socialisme doit permettre d'augmenter le bien-être du peuple ! Si le pouvoir est aux mains du prolétariat, une augmentation de la production renforce le pouvoir du prolétariat, car elle se traduit par une augmentation du bien-être du peuple et alors le peuple soutient toujours mieux le pouvoir du prolétariat !

Les Quatre disaient que le socialisme n'a pas besoin de modernisation. Ils disaient que l'URSS était devenue révisionniste à cause de cela. Mais c'est faux : la cause n'est pas le niveau industriel, la cause est une ligne révisionniste, c'est que le prolétariat n'a plus le pouvoir.

La modernisation, cela permettra aussi à notre pays d'apporter une plus grande contribution à la révolution mondiale, une meilleure aide aux pays du tiers monde par exemple.

Et nous aurons aussi une meilleure défense.

Comme nous avons abordé la question des salaires, nous y revenons pour avoir des éclaircissements sur la question de la répartition « à chacun selon son travail » qui a été fort débattue en Chine. Selon les idées des Quatre, ce principe était un principe bourgeois. Pour des travailleurs de chez nous, il est clair que la répartition « à chacun selon son travail » n'a rien à voir avec le capitalisme. Les capitalistes, qui detiennent les moyens de production, soit individuellement, soit par l'intermédiaire de leur État, accaparent d'énormes profits, qui n'ont rien à voir avec le « travail » qu'ils fournissent, et tendent constamment à ne laisser aux travailleurs que le minimum nécessaire pour qu'ils puissent travailler et continuer à être exploités !

Et les capitalistes, lorsqu'ils



La crèche. Elle peut accueillir tous les enfants des travailleurs de l'usine (il y a 1 500 femmes). Le jardin d'enfants aussi pour les âges au-dessus. Les parents peuvent les voir pendant leur temps de travail... Cela compte pour le bien-être des travailleurs.

payent les ouvriers, le font si peu en fonction de leur travail que l'une des revendications permanentes des travailleurs est : « A travail égal, salaire égal ».

En fait, le salaire en système capitaliste dépend du rapport de force entre les patrons, la classe des patrons, et les diverses catégories de travailleurs face à eux.

En Chine, les Quatre disaient : « La distribution égale est notre idéal », ce qui pouvait avoir un écho dans un pays qui se fixe comme but le communisme où l'abondance et le haut niveau de conscience des masses, la disparition des classes, permettra une répartition à chacun selon ses besoins. On en est bien sûr très loin en Chine et de plus, on sait qu'en URSS, c'est sous couvert « du communisme pour les années 80 » que Krouchtchev a lancé son offensive contre le

ne pas tenir compte de la quantité et de la qualité du travail. Que l'on travaille bien ou mal, on pouvait avoir le même salaire.

Ma Tien-sen (le responsable de l'industrie de Shanghai, partisan des Quatre - NDLR) qui est venu très souvent chez nous, disait : « Ceux qui appliquent une ligne juste, même s'ils font baisser la production, doivent être félicités ».

En fait de ligne juste, cela voulait dire être d'accord avec les Quatre.

Bien sûr, cela n'encourageait pas à bien travailler, d'autant que Ma Tien-sen ajoutait : « Même s'ils font augmenter la production, ceux qui appliquent une ligne fautive, doivent être critiqués ».

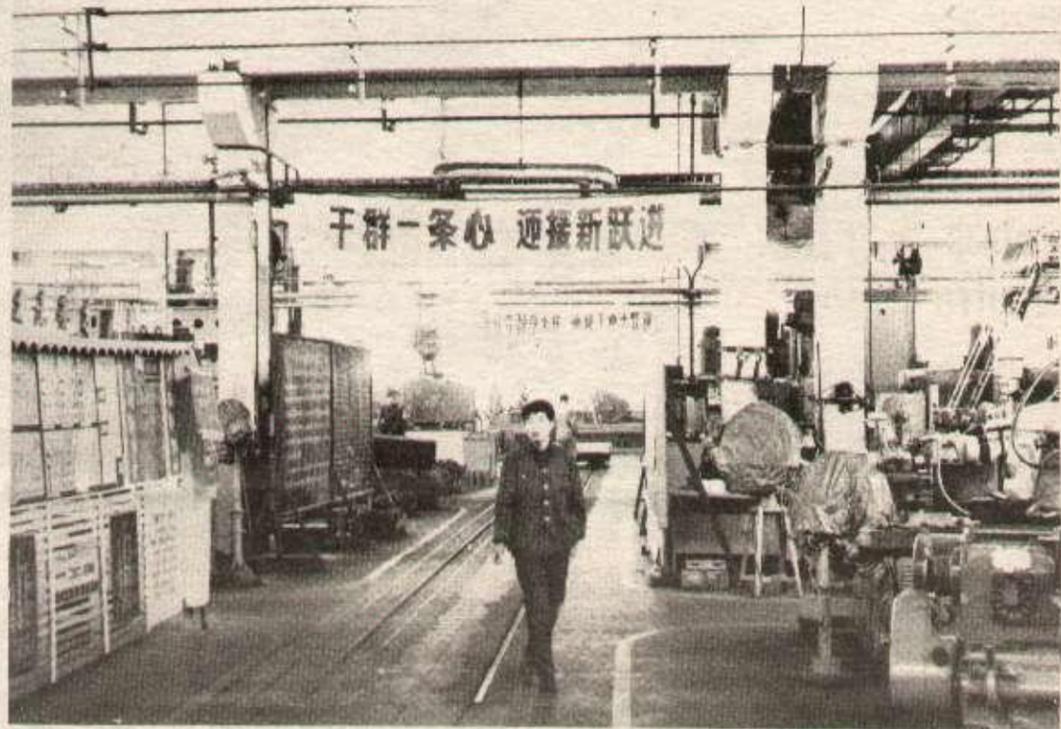
Cela encourageait plutôt l'esprit de servilité, d'arrivisme se mettre bien avec les hommes influents, etc. Cela semait le trou-

Il n'y avait plus, en dehors du critère de la politique selon les Quatre, que l'ancienneté.

Ces idées avaient semé la division parmi les ouvriers qui, dans l'ensemble, résistaient pourtant.

Nous maintenons des échelons dans les salaires et nous développons l'émulation. Cela est approuvé par les travailleurs.

Nous sommes aussi en train d'étudier la mise en place d'une différenciation des salaires en fonction de la quantité et de la qualité du travail sous forme de primes qui ne dépasseront pas 10 % du salaire : pas comme du temps de Liou Chao-chi où les primes pouvaient dépasser le salaire ce qui encourageait l'individualisme.



Les tableaux sur le côté, donnent des indications sur les objectifs du plan, sur l'importance de les atteindre et encouragent les travailleurs dans ce sens. Ils indiquent aussi les résultats, individuels, par section : sont par exemple notées les heures de travail perdues du fait de pièces défectueuses.

pouvoir socialiste dans ce pays pour y restaurer le capitalisme. Le principe de répartition « à chacun selon son travail » est bien un principe du socialisme, où subsistent encore des différences, des classes.

La conception des Quatre en matière de salaire était l'égalitarisme. En fait, cela signifiait,

ble dans les esprits des travailleurs qui ne voyaient pas comment s'orienter.

Le résultat fut d'ailleurs chez nous que sur 2 000 machines produites (sur lesquelles nous avons fait une statistique), nous avons reçu 600 lettres critiquant la qualité, sans parler de la baisse de production !

Nous insistons à fond sur l'esprit prolétarien de dévouement au socialisme, d'intérêt collectif et de travail en « quantité, qualité, rapidité et économie » qui en est l'expression sur le terrain de la production. C'est dans ce sens que nous organisons l'émulation.

Jacques DUROC

UN POÈME DE CAPOUSBAQ MASSI



MAO TSÉ-TOUNG

VIT

Cette plaquette est toujours disponible

Prix 2F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de APN-Éditions - BP 279 75866 Paris Cédex 18

Décès de deux vieux camarades

A quelques jours de distance, nous venons d'apprendre les décès de deux vieux camarades sympathisants du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

A Berre l'Étang, M. Castellani est mort subitement à l'âge de 65 ans. C'était un vieux militant communiste qui avait donné son adhésion au PCF avant 1939. En désaccord depuis longtemps avec la ligne révisionniste, il entretenait des relations fraternelles avec les militants marxistes-léninistes. Lecteur de notre presse, il avait fréquemment répondu à nos appels en versant ses contributions à notre souscription. Nos camarades de Berre ont participé à ses obsèques et notre directeur politique a adressé une lettre de condoléances à sa famille.

Quelques jours plus tard c'est Laurent Dezeuze, ancien maire de Marignane, ancien combattant de la Résistance, qui est mort brûlé vif dans la cour de sa maison. Aveugle, ce vieux militant âgé de 67 ans, a été victime d'un horrible accident.

Depuis longtemps, lui

aussi était en désaccord avec la ligne révisionniste et conservait des relations fraternelles avec nos militants. A plusieurs reprises, il avait sollicité la visite du camarade Jacques Jurquet, qu'il connaissait très bien, mais qui malheureusement, n'avait pu répondre sur-le-champ. Il se faisait lire notre presse et versait également régulièrement pour nos souscriptions nationales.

La fédération du PCF a fait l'éloge du défunt en vue de récupérer l'autorité morale et politique qu'il conservait parmi les travailleurs de la ville de Marignane. Mais elle n'ignore absolument pas que le camarade Laurent Dezeuze était fondamentalement fidèle aux idées de sa jeunesse et rejetait catégoriquement le révisionnisme moderne.

« L'Humanité rouge » s'incline avec respect et émotion devant les mémoires de ces deux militants communistes restés inflexiblement attachés aux principes du marxisme-léninisme, et présente ses condoléances les plus attristées à leurs familles.

Jacques JURQUET

RENAULT

Mercredi matin, 7h à Cléon

De notre envoyé spécial

« Ils ne sont pas venus ». Après une nouvelle nuit de veille dans l'usine silencieuse, les grévistes de Cléon poursuivent l'occupation. Le retrait réclamé par le tribunal de Rouen pour mercredi matin n'est pas à l'ordre du jour. Mardi soir, autour des feux de camp qui éclairaient les différents postes d'occupation, on commentait les événements de Flins et les débrayages en cours un peu partout dans la Régie. C'est certain qu'ici,

on attend avec espoir une extension du mouvement. Les commentaires sont pourtant rendus difficiles à cause du fait que l'information ne circule pas. « On n'est au courant de rien, on se demande ce que foutent les directions syndicales ».

Les occupants de la nuit sont extrêmement déterminés. Derrière les portes bouclées et barricadées, jeunes et moins jeunes, syndiqués

et non syndiqués, ils sont l'image de l'unité dont la classe ouvrière a besoin pour combattre. Leur combativité il leur a fallu à tout moment qu'il l'oppose aux provocations des cadres et à certains dirigeants syndicaux, tant CGT que CFDT, manifestement plus intéressés par les négociations sans rapport de force que par la lutte. Les tensions ont même été vives entre ce « type de syndicalisme et la masse des grévistes ».

Comme on dit autour des feux « il y a des comptes qui vont se régler après la grève ». Ceux qui disent cela, ils pensent bien sûr à tous les cadres qui ont attaqué la grève, mais pas seulement à eux...

Quant au directeur de l'usine de Cléon, on est fixé sur sa conception « des rapports sociaux » quand on sait qu'il est l'ancien directeur de Renault Argentine. La lutte continue.



L'occupation à Cléon.

Manifestation hier

chaine, on a raison de se révolter ».

A Mantes-la-Jolie

A Mantes-la-Jolie, deux mille manifestants ont défilé mardi soir pour protester contre l'agression policière contre l'usine de Flins. Outre de nombreux grévistes, des délégations de Suizer et de Dunlop-Iton, en grève depuis un mois, ainsi que de la Cellophane de Mantes, montraient la solidarité des travailleurs de la région à la lutte des Renault.

Parmi les mots d'ordre scandés, on pouvait notamment remarquer, très repris par les grévistes eux-mêmes « Français-immigrés, même patron, même lutte » ainsi que « Ras-le-bol de la

Une délégation de grévistes de Flins est venue apporter son soutien aux grévistes de Cléon. Malgré l'évacuation de l'usine par les flics, la lutte continue à Flins : les ouvriers n'ont pas cédé, ils se sont installés devant l'usine ou ils ont installé un bivouac.

A Douai

Deux-cents ouvriers environ de l'usine Renault de Douai (Nord) ont défilé dans les rues de la ville, mardi après-midi, pour protester contre l'évacuation de l'usine Renault de Flins, aux cris de « Pas de CRS à la Régie ».

Dans l'usine de Douai, une partie des deux-cents opérateurs des presses sont en grève depuis vendredi dernier. « par solidarité avec leurs camarades de Flins et Cléon » indiquent les syndicats CGT et CFDT.

Dans les autres usines

Dans les autres usines... A Billancourt, la journée de mardi a principalement été marquée par une prise de parole au Département 77 des professionnels de l'entretien. Nombreux furent ceux qui s'y sont montrés critiques face au peu de mobilisation qu'impulsent les directions syndica-

les. Les tracts de la CGT, jusque là, minimisent, en effet, plutôt les mouvements qui se déroulent dans les usines en grève.

Un appel à deux heures de débrayage a cependant été lancé pour mercredi.

Au Mans, c'est 4 heures de débrayage qui sont prévues pour ce jour. Un tract des marxistes-léninistes, distribué dès mardi, appelle les travailleurs à rejoindre le piquet de grève de la SICO, entreprise voisine occupée et menacée d'expulsion. Les marxistes-léninistes proposent, en outre, comme mot d'ordre la coordination des luttes sur l'ensemble de la Régie et la réunion d'assemblées générales.

APRES LA GREVE GÉNÉRALE DE LUNDI

La grève générale qui s'est déroulée le 5 juin en Iran pour commémorer le quinzième anniversaire de l'insurrection de 1963 a été particulièrement importante en province. A Qom, au sud de Téhéran, où ont eu lieu ces derniers mois de violentes manifestations contre le pouvoir, la ville était déserte. Tous les magasins étaient fermés ; aux portes de la ville, une vingtaine de chars lourds. A Ispahan, à Tabriz, la seconde ville du pays, à Ahwaz dans le Sud-Ouest du pays, à Macahhah dans l'Est, ainsi que dans d'autres villes, il n'y avait plus aucune activité. Le gouvernement fasciste continue tout de même de déclarer que la grève générale fut un échec.

Par ailleurs, le peuple iranien se prépare pour une nouvelle journée de lutte, le 19 juin, pour commémorer les émeutes de Qom qui ont eu lieu quarante jours plus tôt. La mobilisation reste donc constante, montrant ainsi la détermination du peuple, malgré la répression brutale, quotidienne du pouvoir.

MARDI SOIR A PARIS ET A DIJON MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ AUX FEMMES DES DISPARUS EN ARGENTINE

Plusieurs centaines de femmes, vêtues de noir, ont manifesté mardi soir sur le parvis de Notre-Dame en solidarité avec les femmes des disparus en Argentine qui manifestent tous les jeudis sur la place de Mai à Buenos Aires devant le siège du gouvernement argentin.

Sur une grande banderole : « Argentine, 15 000 disparus », des femmes du Comité de solidarité des familles des prisonniers, disparus et morts en Argentine sont venues apporter leur témoignage. Une représentante de l'Association des détenus et disparus français en Argentine a rappelé que tous les jours, il y avait de nouvelles disparitions en Argentine, que l'armée continue, à l'heure de la Coupe du monde, d'arrêter, de réprimer toute personne qui ose s'opposer d'une manière ou d'une autre à la junte, y compris les étrangers.

La police française était là en force, prête à intervenir au cas où les manifestantes resteraient plus longtemps que prévu, la manifestation n'ayant été autorisée que pour une heure.

A Dijon, une manifestation du même type s'est déroulée sur une place du centre de la ville.